

UN APPEL AUX MOUVEMENT SOCIAUX ET AUX ORGANISATIONS CITOYENNES DU MONDE ENTIER A PROTESTER LORS DU G20 DE SEOUL

20 PAYS SEULS NE PEUVENT FAIRE LE DESTIN DU MONDE ENTIER

POUR QUE LE SYSTEME CHANGE ET QUE CESSE LE "BUSINESS AS USUAL", CONSTRUISONS UN AUTRE MONDE

LES PEUPLES NE CONTINUERONT PAS A PAYER LA CRISE

Participez à la semaine d'actions collectives à Seoul, du 6 au 12 novembre 2010

Contexte

Le séisme financier qui a frappé fin 2008 – l'expression la plus récente de la grave crise systémique du modèle capitaliste néo-libéral (qui s'est aussi manifestée par les crises climatique, alimentaire, énergétique et de l'emploi, et par une pauvreté croissante) – continue de s'étendre autour du globe, montrant son aspect dramatique aux peuples aussi bien dans les pays riches que pauvres.

Les responsables politiques internationaux ont réagi immédiatement à la crise, en coordonnant leurs efforts pour sauver le système qui, comme le montre clairement cette crise, est responsable de la montée de la pauvreté et des inégalités dans le monde. Les leaders des pays les plus puissants réunis au sein du G8¹ ont décidé de donner une nouvelle configuration au G20², en invitant les chefs d'Etat d'un groupe restreint de grands pays "émergents" à les rejoindre, eux et leurs ministres des finances, aux sommets du G20.

Se réclamant le premier forum responsable de la gouvernance économique mondiale, la version reconfigurée et renforcée du G20 cherche à s'établir comme le centre du pouvoir mondial, tournant le dos aux 172 autres pays des Nations unies, qui, coïncidence, se trouvent être, pour la plupart, les plus pauvres.

L'inclusion des pays "émergents" du Sud n'est pas le signe d'un G8 qui, généreusement, consulterait ou tendrait la main aux pays en développement, mais plutôt le signe d'un changement de tactique. Le G8 a décidé d'inclure ces pays dans son club select afin de 1) prévenir efficacement la construction d'alliances Sud-Sud qui pourraient exprimer des critiques du modèle néo-libéral, 2) consolider la légitimité vacillante du G8 et 3) accéder aux réserves de changes accumulées par les pays émergents.

En utilisant ces réserves de change des pays du Sud, les "anciens" pouvoirs du G8 ont pu temporairement sauver le système financier de l'effondrement et ranimer un Fonds monétaire international en difficulté, de même que d'autres institutions internationales. En retour les IFI revigorées sont repassées à l'offensive avec leurs programmes d'ajustement structurel, cette fois non seulement au Sud mais aussi au Nord.

L'inclusion ne signifie pas pour autant égale participation . Il apparaît que les pouvoirs de décision réels restent dans les mains de l'ancien G8 et de ses multinationales. De plus l'extension ne se traduit pas en

¹ Les pays participant au G8 sont : Canada, États-Unis, Angleterre, France, Japon, Allemagne, Italie y la Russie.

² Les pays du G8 + Brésil, Argentine, l'Afrique du Sud, le Mexique, l'Arabie Saoudite, l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, la Turquie et l'Union européenne.

légitimité. Le G20 est juste aussi illégitime et non-démocratique que le G8. C'est une entité non élue et non représentative qui ne peut ni ne doit représenter le monde entier et décider de la direction politique et économique qu'il doit prendre.

Et tout comme le G8, l'objectif réel du G20 n'est pas d'apporter des réponses à la crise, mais bien de raviver le régime néolibéral. Les mesures "actives" du G20 qui étaient supposées sauver les économies du monde trahissent son réel agenda et ses intérêts. Les idées progressistes initialement introduites dans ses débats (par exemple les propositions pour des taxes sur les transactions financières ou les mesures pour contrôler les paradis fiscaux) ont été remplacées par un soutien aux politiques d'austérité, par plus de libéralisation du commerce et des investissements, par l'appui au secteur privé et encore plus de spéculation financière à travers la promotion de fausses solutions de marché à la crise climatique, comme les marchés carbone. Même ses réformes de la finance n'imposent aucun contrôle démocratique réel et aucune garantie de responsabilité face aux opérations des banques et des multinationales du secteur financier.

Contre toutes les preuves de l'échec de ce modèle économique, qui non seulement a plongé des millions de personnes dans la pauvreté à travers le monde (dont beaucoup des populations dans les pays du G20) mais en plus contribue encore quotidiennement à la destruction de tous les fondamentaux de la vie sur la planète, les gouvernements du G20 continuent leur promotion "business as usual".

Pour empirer encore les choses, le G20 – qui s'est créé pour contenir la crise- aspire maintenant à devenir l'espace politique, avec les pouvoirs de définir la trajectoire de l'économie et de la gouvernance mondiale, en élargissant constamment son agenda pour inclure des questions comme le changement climatique, les subventions aux énergies fossiles et même l'aide au développement, alors qu'il fait en réalité très peu de choses dans ces domaines. Et avec l'OMC, empêtrée dans des négociations au point mort, il est évident que ces pays portent une attention croissante au G20, qui est devenu le centre des débats et des décisions sur l'économie mondiale.

Nos demandes

Nous, mouvements sociaux et organisations, devons stopper l'agenda anti-démocratique du G20, tout en continuant à construire des alternatives socialement justes, écologiquement soutenables et démocratiques depuis la base.

Nous exigeons :

- Un changement de modèle économique qui implique d'en finir avec le néolibéralisme et de s'orienter vers un nouveau modèle, qui recherche l'intérêt et le bien être de tous les peuples (plutôt que celui des multinationales), et qui suppose l'adoption de stratégies économiques courageuses pour créer des emplois décents, ainsi qu'une nouvelle architecture financière internationale ;
- La fin des solutions de marché au changement climatique et la remise en cause de l'accord anti-démocratique de Copenhague (un recul évident par rapport au Protocole de Kyoto), ainsi que l'adoption immédiate de changements profonds dans notre système de production, de distribution et de consommation ;

- La fin d'un système alimentaire mondial fondé sur la spéculation sur les prix des denrées agricoles par les multinationales de l'agro-business, et sa substitution par un système de production et de distribution alimentaire qui soutient les petits paysans et promeut la souveraineté alimentaire ;
- La suspension des négociations commerciales à l'OMC et du régime de commerce et d'investissement prévu par les accords de libre-échange bilatéraux et bi-régionaux, jusqu'à l'obtention d'un nouvel accord international sur le commerce et l'investissement qui sera basé sur des objectifs de développement véritablement justes et soutenables pour tous.

Les mouvements qui luttent pour des alternatives démocratiques et la justice sociale et climatique doivent s'unir pour demander un changement réel et dénoncer le G20 qui représente une menace pour les peuples du monde et qui en est en voie de s'imposer comme lieu de la compétition pour le pouvoir au plan mondial.

Le moment de se mobiliser est venu !

Participez à la semaine d'actions populaires et collectives à Seoul, du 6 au 12 novembre 2010.

Le **“Korean People's G20 Response Action”** - une coalition large de syndicats, mouvements sociaux et ONG progressistes de Corée du Sud créée pour organiser les réponses des mouvements sociaux et citoyens au G20 de Seoul – appelle les mouvements sociaux internationaux à rejoindre la **Semaine d'actions populaires et collectives organisée à Seoul, du 6 au 12 novembre**.

Programme indicatif de cette semaine d'action :

- Cérémonies d'ouverture et de clôture (6 et 12 novembre respectivement)
- Le rassemblement national des travailleurs (7 novembre)
- La Conférence Internationale des Peuples à Seoul (du 7 au 10 novembre)
- La conférence de presse de présentation de la Déclaration de Seoul protestant contre le G20
- Un rassemblement populaire, suivi d'une manifestation (11 novembre)

Nous appelons les mouvements sociaux et les organisations citoyennes de par le monde à unir leurs forces en solidarité avec leurs amis et camarades coréens pendant cette semaine d'action.

Dans cette perspective, nous vous incitons vivement à :

- Envoyer des représentants pour participer aux activités prévues à Seoul pendant le sommet du G20 de novembre ;
- Organiser une/des action(s) de solidarité dans votre propre pays pour faire connaître les mobilisations qui se dérouleront à Seoul pendant ce sommet ;
- Rencontrer les responsables de vos gouvernements avant le G20 de Seoul pour leur faire entendre une voix critique, et partager les informations auxquelles vous aurez accès sur les positions et les enjeux de négociations.

TOUS A SEOUL POUR STOPPER L'AGENDA DES CORPORATIONS:

METTONS UN TERME AUX STRATEGIES DU BUSINESS AS USUAL ET UNISSONS NOUS POUR FAIRE CHANGER LE SYSTEME !!

Liste de signataires

Réseaux internationaux et régionaux

Asian Peasant Coalition	Asie
Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN)	International
Alliance Sociale Continentale	Amériques
Asian Pacific Research Network	Asie-Pacifique
Focus on the Global South	Asie
Grupo de Trabajo sobre Agricultura y Comercio de la Alianza Social Continental	Amérique Latine
Iniciativa contra los Agronegocios - AAI América Latina	Amérique Latine
Jubileo Sur Américas	Amériques
La Via Campesina	International
Marche Mondiale des Femmes	International
NouSud	International
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)	Amérique Latine
Red Internacional de Género y Comercio (IGTN)	International
Red Latinoamericano sobre Deuda, Desarrollo y Derechos (Latindadd)	Amérique Latine
Seattle to Brussels Network (S2B)	Europe
Social Watch	International

Réseaux, organisations et mouvements nationaux

21st Century Korean University Student Association	Corée du Sud
Action for Energy Justice	Corée du Sud
Agenda de Mujeres de Desamparados - ACAMUDE	Costa Rica
Alianza Social Continental Capítulo Perú	Pérou
Alianza Social Continental Centroamérica	Amérique Centrale
All Nepal Peasants Federation	Népal
All Together	Corée du Sud
Alliance for Responsible Trade (ART)	États-Unis
Alliance of Progressive Labour (APL)	Philippines
Alternative Forum of University Students	Corée du Sud
ATTAC Allemagne	Allemagne
ATTAC Argentine	Argentine
ATTAC Autriche	Autriche
ATTAC Catalogne	Catalogne
ATTAC Espagne	Espagne
ATTAC France	France
ATTAC Japon	Japon
ATTAC Norvège	Norvège
ATTAC Québec	Québec
Attac Vlaanderen	Vlaanderen
Basic Income Korean Network	Corée du Sud
Bharatiya Krishak Samaj	Inde
Bia'lii, Asesoría e Investigación, A.C	México
Center for Education and Communication	Inde
Center for Energy Politics (CEP)	Corée du Sud
Center of Concern	États-Unis
Centro de Investigación Sobre Inversión y Comercio (CEICOM)	El Salvador
Chile Sustentable	Chile
Citizen's Coalition for Economic Justice	Corée du Sud
Citizen's Movement for Environmental Justice	Corée du Sud

Civil Society Network for Financial regulation and taxation on speculative capital	Corée du Sud
Civil Society Organisation Network in Korea	Corée du Sud
Coalition of Commemorating Groups for Martyrs and Victims Democratic Movement	
MINGAHYU Human Rights Group	Corée du Sud
Colectivo de Estudio y Vivencia Intercultural Nexos Culturales	Ecuador
Colectivo de Mujeres Acción Política por la Equidad (APE)	Ecuador
Colibri e.V, Beitraege fuer ein Menschenwuerdige Welt	Allemagne
Comisión Nacional de Enlace (CNE)	Costa Rica
Common Frontiers	Canada
Consejo de Investigaciones e Información en Desarrollo (CIID)	Guatemala
Corea Institute for New Society	Corée du Sud
Corporate Europe Observatory	Europe
Council of Canadians	Canada
CRBM-Mani Tese	Italie
Democratic Labor Party-Korea (DLP-Korea)	Corée du Sud
Ditsö	Costa Rica
Ecologistas en Acción	Espagne
Ecuador Decide	Ecuador
Energy & Climate Policy Institute for Just Transition (ECPI)	Corée du Sud
Fair	Italie
Farmers Pharmacy	Corée du Sud
Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ	Québec
Federation of Independent Trade Unions and NGOs (FITUN)	Trinidad & Tobago
FOCO Foro Ciudadano de Participacion por la Justicia y los Derechos Humanos	Argentine
Foro de Mujeres Afrodescendientes	Costa Rica
Foro de mujeres de Occidente	Costa Rica
Global Call to Action Against Poverty Korea (GCAP-Korea)	Corée du Sud
Green Korea United	Corée du Sud
IBON Foundation	Philippines
Imagine Institute	Corée du Sud
Iniciativa Paraguaya de Integración de los Pueblos	Paraguay
Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS)	Philippines
Institute for Global Justice	Indonésie
Institute for Global Political Economy	Corée du Sud
Institute for New World	Corée du Sud
Institute for Research in Collaborationist Activities	Corée du Sud
Institute of 21st Century Korea Research	Corée du Sud
Joint Committee with Migrants in Korea (JCMK)	Corée du Sud
Jubileo Sur Brasil	Brésil
Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP)	Philippines
Korea Alliance of Progressive Movements	Corée du Sud
Korea Federation for Environment Movement (KFEM) / FOE Korea	Corée du Sud
Korea Labor&Social Network on Energy	Corée du Sud
Korea NGO's Energy Network	Corée du Sud
Korea Progressive Academy Council	Corée du Sud
Korean Clerical and Financial Workers Association	Corée du Sud
Korean Confederation of Trade Unions (KCTU)	Corée du Sud
Korean Federation of Medical Groups for Health Rights	Corée du Sud
Korean Peasants' League (KPL)	Corée du Sud
Korean People's Solidarity Against Poverty	Corée du Sud
Korean Urban Poor Association	Corée du Sud

Korean Women Peasant Association	Corée du Sud
Korean Women's Alliance	Corée du Sud
Korean Women's Association United (KWAU)	Corée du Sud
La Unidad Ecologica Salvadoreña - UNES	El Salvador
Labour Human Rights Centre	Corée du Sud
Labour, Health and Human Rights Development Centre	Nigerie
Marcha Mundial de las Mujeres Perú	Pérou
Migrant Workers Rights Watch, Korea	Corée du Sud
Movimiento Social Nicaraguense Otro Mundo es Posible	Nicaragua
NANUMMUNHWA_ Global Peace Activities	Corée du Sud
National Association of Professors for Democratic Society (NAPDS)	Corée du Sud
National Democratic Association of Street Vendors	Corée du Sud
National Students March	Corée du Sud
Network for Women Rights	Pakistan
New Community Institute	Corée du Sud
New Progressive Party-Korea (NPP-Korea)	Corée du Sud
"No to War, Yes to Peace" Coalition	Corée du Sud
Observatorio de la Deuda en la Globalización (ODG)	Espagne
Oilfields Workers' Trade Union (OWTU)	Trinidad & Tobago
People not Profit	Corée du Sud
People's Solidarity for Participatory Democracy (PSPD)	Corée du Sud
People's Solidarity for Social Progress (PSSP)	Corée du Sud
Platforma para un Desarrollo Alternativo (PAPDA)	Haïti
Polaris Institute	Canada
Progressive Strategy Council	Corée du Sud
PUMALAG (Peoples Network against Liberalization of Agriculture)	Philippines
Red Brasileña por la Integración de los Pueblos (REBRIP)	Brésil
Red Brasileña sobre Instituciones Financieras Multilaterales (Rede Brasil)	Brésil
Red Costarricense de Agendas Locales de Mujeres- REDCALM	Costa Rica
Red de Acción Ciudadana Frente al Libre Comercio e Inversiones SINTI TECHAN	El Salvador
Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC)	Méxique
Resistance and Solidarity against Agrochemical TNCs (RESIST Network)	Philippines
Revolutionary Workers' Front	Corée du Sud
Serikat Petani Indonesia	Indonésie
Servicio Paz y Justicia Paraguay	Paraguay
Sindicato de Professores de Nova Friburgo e Região	Brésil
Socialist Party-Korea (SP-Korea)	Corée du Sud
Solidarité	France
Solidarity for Street Vendors and Informal Workers	Corée du Sud
SpecWatch Korea	Corée du Sud
Students' Alliance against G20	Corée du Sud
Students Supporting Committee for Prisoners of Conscience	Corée du Sud
Tanggol Magsasaka (Peasant Network for Land, Justice and Human Rights)	Philippines
The Committee for a Socialist Workers' party (CSWP)	Corée du Sud
Transnational Institute (TNI)	Pays Bas
Transparency International Korea	Corée du Sud
War on Want	Angleterre
Workers Institute of Social Science, South Korea	Corée du Sud
World Development Movement	Angleterre
Youth & Student Alliance for Implementation of June 15 Joint Declaration	Corée du Sud